



LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

---

**Frantz GUMBS**

*Député de Saint-Barthélemy et Saint-Martin  
Conseiller territorial de Saint-Martin*

---

*Président du Groupe d'amitié France-Haïti*

*Paris, le 12 mars 2024*

Monsieur le Ministre,

Le groupe d'amitié France-Haïti souhaite par le présent courrier vous interpeler sur la situation tragique et désastreuse en Haïti.

En effet, années après années, le pays s'enfonce dans une profonde crise sécuritaire, politique, économique et humanitaire.

Le dernier rapport du secrétaire général de l'ONU est accablant. Plus de 8 400 personnes ont été victimes l'année dernière de la violence des gangs, incluant morts, blessés et enlèvements, *soit une augmentation de 122 % par rapport à 2022.*

Le mois de janvier 2024 a même été le plus violent depuis plus de deux ans en Haïti, selon le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme qui décrit un système de santé *au bord de l'effondrement*, des écoles et des entreprises fermées, *des enfants de plus en plus exploités par les gangs, une économie asphyxiée...*

Cela, sans compter les autres maux du pays : corruption, trafic d'armes et impunité chronique...

Aujourd'hui, la situation sécuritaire s'aggrave encore. Haïti fait face à un regain de violence aux abords de la capitale, Port au Prince et dans la région ouest. Des bandes criminelles armées procèdent à des démonstrations de force et mènent des attaques visant des sites stratégiques donnant lieu à des affrontements d'une extrême violence entre ces gangs et les forces de sécurité du pays.

**LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ**  
**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Ainsi, l'attaque du pénitencier national et celle de la prison de Croix des Bouquets ont conduit à l'évasion d'un très grand nombre de détenus entraînant une situation très préoccupante et un climat de terreur. Dans ce contexte, la capitale est sous état d'urgence depuis le 3 mars.

Il est urgent de venir en aide à la population haïtienne et de restaurer la sécurité dans le pays, préalable indispensable à la reprise d'un processus politique de sortie de crise.

Le déploiement en projet d'une mission multinationale d'appui approuvée par l'ONU au mois d'octobre 2023 pourrait apporter une aide essentielle.

Cependant, face à une situation d'une extrême complexité et compte tenu du bilan mitigé des interventions passées, la mission est délicate.

Comme le souligne l'ONG Crisis Group dans son rapport du 5 janvier 2024, elle devra être bien planifiée, bien exécutée, bien formée et bien équipée pour garantir son efficacité, sa réussite durable, son acceptation ainsi qu'une protection adéquate pour elle-même et les civils.

En raison de leur histoire, de leur culture et de leur langue, la France et Haïti entretiennent une relation particulière et indissoluble.

Si la solution durable aux problèmes fondamentaux du pays devra venir du peuple haïtien, Haïti a sans aucun doute besoin de l'aide de pays amis. La France a un devoir de solidarité et doit venir en aide à la population et apporter son soutien à Haïti pour que le pays sorte de cette impasse.

Monsieur le Ministre, dans ce cadre, quelle est la position de la France ? Face à l'urgence actuelle, la France entend-t-elle affirmer davantage son rôle au plan sécuritaire, politique et humanitaire ?

Quelle action diplomatique intensive la France compte-t-elle déployer pour accélérer le processus de transition, soutenir la mise en œuvre de l'accord du 21 décembre 2022 avec l'installation du Haut Conseil de Transition, et accompagner la mise en œuvre du conseil présidentiel de transition

**LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ**

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

annoncée lors de la réunion de la CARICOM le 11 mars 2024 afin de favoriser la réconciliation nationale et rompre avec l'impunité ?

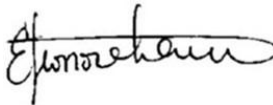
Du fait de ces violences, un nombre important des meilleurs cerveaux ont quitté le pays. La France pourrait-elle contribuer à la reconstruction des ressources humaines administratives et techniques nécessaires à la remise en état de marche de ce pays meurtri ?

Dans l'attente d'un entretien avec vous, le groupe d'amitié France-Haïti demeure à votre disposition pour toutes informations complémentaires. Nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, en l'assurance de notre haute considération.

Frantz GUMBS  
Député de Saint-Barthélemy  
et Saint-Martin  
Président du groupe d'amitié France-Haïti



Eléonore CAROIT  
Députée des Français établis  
hors de France



Olivier SERVA  
Député de la Guadeloupe



Marcellin NADEAU  
Député de la Martinique



**Monsieur Stéphane SÉJOURNÉ**  
**Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères**  
Hôtel du Quai d'Orsay  
37, quai d'Orsay  
75007 Paris